

DECLARATION DU FORUM PARLEMENTAIRE MONDIAL

Il faut sauver le sommet de la terre

Proche du mouvement anti-mondialisation, le Forum parlementaire mondial rassemble de nombreux parlementaires de gauche et/ou écologistes à travers le monde. Dans son appel au Sommet de Johannesburg il a formulé dix demandes.

(...)

1. Stopper les causes de l'appauvrissement

L'amélioration des conditions de vie de toute la population du monde doit être le but premier des activités politiques et économiques. Profondément lié à cet objectif, le droit à l'éducation doit être mis en valeur. Dans nos parlements, nous nous opposons à toute mesure de privatisation des biens communs. Le libre accès aux biens publics doit être garanti. Les services publics ne sont pas à vendre; ils doivent être protégés et développés, de même que les droits sociaux. La sécurité alimentaire - qui est incompatible avec la privatisation des droits de propriété sur les semences - constitue un droit de l'Homme. Une taxe de type

Tobin sur les transactions internationales et d'autres taxes internationales (la „taxe carbone“ sur les émissions de gaz, etc.) doivent être introduites afin de dégager des fonds pour éradiquer les formes les plus extrêmes de la pauvreté et pour assurer à toutes et tous l'accès aux biens publics de manière durable dans les pays en voie de développement. Il n'y aura pas de mondialisation durable sans redistribution des richesses à l'échelle mondiale.

2. Stopper les causes de la destruction de l'environnement - Ratifier et mettre en oeuvre tous les accords et engagements internationaux sur l'environnement et le développement conclus depuis Rio.

La logique de croissance (avec pour commencer l'usage irresponsable, abusif, de la terre et de l'énergie) a conduit à toujours plus de désastres d'origine humaine; il faut y mettre un terme. Le recours incontrôlé à la déforestation, aux pesticides, à la construction d'habitations et de routes ont mis en danger la survie de la planète. Le principe du pollueur payeur et le principe de précaution doivent être la base de toute régulation. Il est grand temps que les traités sur le changement climatique (Kyoto), sur la diversité biologique, la sécurité biologique et la pêche soient appliqués. C'est pourquoi, nous contribuons à mettre la pression sur les gouvernements qui tardent à signer ces traités ou qui retirent leur signature, comme les Etats-Unis. Le Sommet de Johannesburg doit adopter l'objectif des Nations unies de 0.7% du PIB pour l'Aide publique au développement et adopter un agenda pour sa mise en oeuvre.

3. En finir avec la dette, s'attaquer à la spéculation financière

Le montant du service annuel de la dette des pays développés est de 200 milliards de dollars. Soit environ quatre fois l'aide officielle au développement. Ainsi, en réalité, le Sud finance le Nord. Le système actuel qui consiste à entraîner des pays entiers dans le piège de la dette, avec ses effets totalement pervers, doit être abandonné, en commençant par l'annulation de la dette des pays pauvres. Des mesures additionnelles, comme la taxe Tobin ou la suppression des paradis fiscaux, aideront également à stopper les flux de capitaux spéculatifs.

4. La responsabilisation des entreprises

Nous soutenons l'appel en faveur d'un cadre légal international contraignant de responsabilité des entreprises, exigeant des investisseurs privés qu'ils respectent les standards fondamentaux sur l'emploi et l'environnement définis par la législation nationale et le droit international, ainsi que la mise en place d'un mécanisme de vérification indépendant. Un premier pas dans cette direction serait l'obligation de publier les performances sociales et environnementales ainsi que le renforcement des directives existantes en la matière. De plus, tous les accords multilatéraux sur l'environnement (MEAs) devraient contenir des clauses sur l'utilisation des ressources naturelles et le contrôle des investissements. Des codes de conduite volontaires ne sont pas suffisants pour garantir les droits des citoyens et des communautés comme les devoirs des entreprises. Johannesburg devrait être l'occasion de lancer des négociations sur un tel accord-cadre international.

5. Subordonner l'OMC

Plutôt que d'accorder de nouvelles compétences à l'Organisation mondiale du commerce, il faut modifier profondément son fonctionnement. L'OMC ne devrait pas être compétente dans de nouveaux domaines comme l'investissement, les marchés publics, la concurrence et les services publics, en particulier la santé et l'éducation. Le bien trop puissant Organe de règlement des différends devrait être subordonné aux décisions d'autres organisations multilatérales en charge des droits sociaux, environnementaux et humains. Il est nécessaire de créer un nouveau cadre international et de reconnaître une nouvelle hiérarchie des normes internationales sous le contrôle des Nations unies, afin que l'OMC ne puisse outrepasser les règles des MEAs. Le commerce devrait être au service des objectifs sociaux, respecter les priorités environnementales et sanitaires de la communauté internationale, et non l'inverse. En aucun cas,

le vivant ne doit être transformé en marchandise.

6. Générer l'égalité des genres et les droits des minorités

L'égalité entre hommes et femmes est encore loin d'être reconnue. Il est également nécessaire d'améliorer les droits des minorités ethniques. Cela doit faire partie intégrante des politiques de développement. L'évaluation de l'impact sur l'égalité des genres doit devenir une clause obligatoire de tous les accords internationaux, afin de s'assurer que le développement contribue à réduire les inégalités entre hommes et femmes.

7. Mettre fin à la guerre et à la militarisation

La menace terroriste est réelle et doit être combattue. Mais on ne saurait y répondre en accentuant la spirale de la militarisation et en s'attaquant au nom de l'antiterrorisme aux libertés démocratiques. Le développement durable exige que les conditions d'une paix durable soient réunies dans les régions déchirées par de violents conflits, que les inégalités soient combattues et les droits démocratiques renforcés. La logique de „globalisation militaire“ ne saurait répondre à ces objectifs essentiels. La communauté internationale doit favoriser les solutions politiques aux conflits, sous l'égide des Nations unies et dans le respect des résolutions du Conseil de sécurité. Le "droit d'ingérence" pour défendre les peuples opprimés doit être limité et régulé par la Cour pénale internationale. La vente d'armes et l'aide militaire doivent également être limitées.

8. Garantir le droit à la culture et à la diversité linguistique

Il ne peut y avoir de développement autonome sans le respect pour tous les peuples de leur héritage propre. Tout

comme la biodiversité, la diversité culturelle et linguistique doit être préservée au niveau planétaire. Aujourd'hui, environ la moitié des 6.000 langues parlées dans le monde est menacée. Durant les trois derniers siècles, les langues ont disparu de manière dramatique et ce à une vitesse croissante, en particulier sur le continent américain et en Australie.

9. Garantir l'accès gratuit à l'eau

L'accès à l'eau potable est l'un des besoins humains les plus fondamentaux. Or, cet accès devient de plus en plus aléatoire ou coûteux non seulement dans des pays du Sud soumis à des conditions climatiques difficiles, mais aussi dans des pays du Nord qui subissent, notamment, à une pollution croissante des nappes phréatiques et des rivières. Dans ces conditions, la privatisation de l'eau ou de sa gestion a des conséquences particulièrement dommageables pour les populations. L'eau potable est une ressource essentielle et non une valeur commerciale. C'est pourquoi elle ne peut être l'objet de profit. Nous nous opposons à ce que soient laissés aux intérêts privés l'eau et les services relatifs à l'eau.

10. Le développement durable ne peut pas être privatisé

Les Partenariats public-privé, que l'on appelle également „Propositions de type II“, ne sont pas une solution aux problèmes du développement durable. Le Sommet Rio + 10 devrait se conclure par un engagement ferme sur des accords politiques incluant des calendriers et des plans d'action intergouvernementaux. Ceci est la seule manière d'assurer notre avenir. Nous avons besoin de communautés humaines durables, et non pas de profits durables pour les entreprises.



In Kopenhagen haben Umweltgruppen eine Freiheitsstatue errichtet, aus deren Fackel Rauch ausgestoßen wird. Symbol für die selbstverordnete "Freiheit zu verschmutzen" der Industrienationen, allen voran der USA. (Jens Galschiot / Danish '92 Group)

Avis

**Ministère des Travaux publics
Administration des Bâtiments publics
Division des Services spéciaux**

Avis d'adjudication

Le **jeudi 19 septembre 2002 à 10:00 heures** du matin, il sera procédé aux bureaux de l'administration des Bâtiments publics, 10, rue du St Esprit à Luxembourg, à l'ouverture de la soumission concernant

la fourniture et le montage de 2 ascenseurs pour personnes à exécuter dans l'intérêt des bâtiments suivants:

1) Lycée Hubert Clement sis 2, rue Général Patton à Esch/Alzette

Envergure:

1 ascenseur panoramique sans local de machine 630 kg/5 étages

Cage métallique avec habillage en verre

Les travaux sont adjugés en bloc à prix unitaires.

La durée des travaux est de 44 jours ouvrables à compter du 18 décembre 2002.

2) Maison de Soins à Vianden Envergure:

1 ascenseur sans local de machine 1.000 kg/3 étages, exécution en inox

Les travaux sont adjugés en bloc à prix unitaires.

La durée des travaux est de 38 jours ouvrables à compter d'avril 2003.

Les amateurs sont tenus d'introduire leur **candidature écrite** au moins 1 jour ouvrable avant de retirer le dossier de soumission à

l'Administration des Bâtiments publics "Soumissions"

Boîte Postale 112 L-2011 Luxembourg

Télécopieur: 46 19 19 - 555

Les plans, cahiers de charges et bordereaux de soumission sont à la disposition des candidats à l'adresse de l'administration au plus tôt le **jeudi 5 septembre 2002**.

Les offres qui sont établies sur des bordereaux qui n'ont pas été retirés à l'adresse indiquée ci-avant ne sont pas prises en considération.

Les pièces conformes aux prescriptions des articles 28 et 29 du règlement grand-ducal du 2 janvier 1989 et portant l'inscription: "**Soumission pour etc.**" doivent se trouver aux bureaux de l'administration des Bâtiments publics, 10, rue du St Esprit à Luxembourg, avant l'heure fixée pour l'ouverture.

Luxembourg, le 3 septembre 2002
La Ministre des Travaux publics
Erna Hennicot-Schoepges

REAKTION AUF DEN JO'BURG- ARTIKEL IN DER NUMMER 656

Gegengipfel rehabilitiert

Als Teilnehmer sowohl des Gegengipfels als auch des offiziellen Gipfels in Johannesburg teile ich die negative Einschätzung über die NGOs nur zum Teil. Die Vorbereitungen für den Gegengipfel wurden durch die ANC-Regierung gestört. Diese wollte nach den Erfahrungen mit der Rassismus-Konferenz in Durban verhindern, dass eine starke NGO-Konferenz Kritik beispielsweise an der Aids-Politik üben würde. Auf Grund dieser Ablehnung haben viele NGOs es vorgezogen, ihre Aktivitäten wohl in Johannesburg aber nicht an offiziellen Orten abzuhalten.

So traf sich beispielsweise das "International Forum on Globalisation" zu einer Konferenz mit 2.000 Teilnehmern in einer Universität. Auch WWF und IUCN haben die ganze Woche über qualitativ hochwertige Veranstaltungen angeboten. Dazu kamen viele Kontakte mit den lokalen NGOs in den Townships. So besuchten die 15 Europaabgeordneten der Grünen gleich an drei Tagen die Townships und diskutierten mit den lokalen NGOs verschiedene Projekte zu Wasser, Aids und Industrieabfällen.

Gegengipfel, die parallel zu offiziellen UN-Konferenzen stattfinden, haben es zudem schwer, da die Medien mehr an den Machtspielen der offiziellen Konferenz interessiert sind, als an den inhaltlichen Auseinandersetzungen der NGOs. Deshalb hat die Zivilgesellschaft vor zwei Jahren das Forum in Porto Alegre initiiert, um abseits des Gipfelmülls und unter größerer Aufmerksamkeit der Medien die Entwicklung eines Gegenprojektes zur neoliberalen Weltordnung zu diskutieren.

Claude Turmes, Europaabgeordneter (Déi Gréng) und Leiter der Delegation der grünen Europaabgeordneten in Johannesburg